

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 16 juillet 1973, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les droits successoraux de l'époux survivant", a donné le 19 septembre 1973 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e juli 1973 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het erfrecht van de langstlevende echtgenoot", heeft de 19e september 1973 het volgend advies gegeven :

La Commission de la Justice du Sénat a adopté en première lecture, le jeudi 17 mai 1973, les articles d'un projet de loi modifiant les droits successoraux de l'époux survivant. Il est demandé au Conseil d'Etat d'examiner, du point de vue de la légistique, les nouvelles dispositions introduites par le projet dans le Code civil ainsi que le point de savoir si cette introduction n'entraîne pas la modification d'autres dispositions législatives .

En conséquence, le Conseil d'Etat a limité son avis aux questions ainsi précisées.

Le point de vue de la légistique.

Le texte annexé au rapport provisoire de la Commission de la Justice, procède à la modification des dispositions du Code civil, sans respecter l'ordre des articles de celui-ci ; c'est ainsi notamment que l'article IV modifie les articles 723, 724 et 731 du Code civil avant d'en modifier l'article 205 ; il modifie ensuite les articles 747 et 757 du même Code, y insère un article 766bis, retourne à l'article 758 , pour passer à l'article 366 et remplace enfin l'article 1094.

Le texte abroge l'article 767 du Code civil (article 1er, B) mais y insère un article 766bis, ce qui est peu justifié au point de vue d'une bonne technique législative.

.../...

Le manque d'ordre des modifications apportées au Code civil apparaît mieux du tableau ci-après :

article 205	art. IV, 4
366	art. IV, 9
723	art. IV, 1
724	art. IV, 2
731	art. IV, 3
insertion de l'intitulé d'une section IV au livre III, titre premier, chapitre III	(art. 1er, A (art. II
insertion de l'article 745 bis	art. II
modification de l'intitulé de l'actuelle section IV du chapitre III précité	art. 1er, A
modification de l'article 747	art. IV, 5
modification de l'intitulé de l'actuelle section V du chapitre III précité	art. 1er, A
modification de l'article 757	art. IV, 6
modification de l'article 758	art. IV, 8
insertion de l'article 766bis	art. IV, 7
modification de l'intitulé de la section II du chapitre IV du titre premier du livre III	art. 1er, B
abrogation de l'article 767	art. 1er, B

.../...

modification de l'article 768	art. III, 1
769	III, 2
770	III, 3
abrogation de l'article 771	art. III, 4
modification de l'article 772	art. III, 5
773	III, 6
1094	IV, 10

Le Conseil d'Etat proposera plus loin un texte conforme à la technique légistique usuelle. Ce texte contiendra également des mises en concordance qui ne nécessitent aucun commentaire.

Modification d'autres dispositions législatives.

Suivant l'article 120 du Code civil, les héritiers de l'absent pourront se faire envoyer en possession. Or, d'après le projet, la femme devient héritière. En cette qualité, elle peut donc se faire envoyer en possession.

En conséquence, il n'y a plus lieu de dire à l'article 140 du Code civil que "si l'époux absent n'a point laissé de parents habiles à lui succéder, l'autre époux pourra demander l'envoi en possession provisoire des biens" : cet époux le peut déjà en vertu de l'article 120 précité .

.../...

L'article 140 du Code civil doit dès lors être abrogé . Cette abrogation fait l'objet de l'article 1er du texte proposé ci-après.

Texte proposé.

=====

Article 1er. -

L'article 140 du Code civil est abrogé (voir avis).

Article 2 (article IV, 4 du texte adopté par la Commission)

L'article 205, § 1er, du même Code, modifié par la loi du 20 novembre 1896, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"En cas de prédécès des enfants ou des descendants, leur succession doit des aliments aux ascendants qui sont dans le besoin, lorsqu'ils sont privés de leur réserve au profit d'autres héritiers".

Article 3 (article IV, 9)

L'article 366, § 1er, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est complété par l'alinéa suivant

"Le conjoint survivant ... ".

.../...

Article 4 (article IV, 1).

A l'article 723 du même Code, les mots "ensuite à l'époux survivant" sont supprimés .

Article 5 (article IV, 2).

A L'article 724 du même Code, les mots "l'époux survivant" sont supprimés.

Article 6 (article IV, 3).

Dans l'article 731 du même Code, les mots "à son conjoint" sont insérés entre les mots "du défunt" et les mots "à ses ascendants".

Article 7 (article 1er, A et II).

Une section IV, comprenant l'article 745bis, est insérée dans le livre III, titre premier, chapitre III, du même Code :

"Section IV. Des droits du conjoint survivant.

Article 745bis ..." .Article 8 (article 1er, A).

L'intitulé de la section IV du même chapitre est remplacé par l'intitulé suivant :

"Section V. Des successions déferées aux ascendants".

.../...

Article 9 (article IV, 5).

L'article 747 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

"Sauf ...".

Article 10 (mise en concordance).

Aux articles 748 et 749 du même Code, les mots "la section V du présent chapitre" sont remplacés par les mots "la section VI".

Article 11 (article 1er, A).

L'intitulé de la section V du livre III, titre premier, chapitre III, du même Code, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Section VI. Des successions collatérales".

Article 12 (article IV, 6).

L'article 757 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

"Le conjoint survivant ...".

Article 13 (article IV, 8 et article III, 6).

L'article 758 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 758. L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent ni parents au degré successible, ni conjoint survivant.

Les articles 769, 770 et 772 sont applicables à l'enfant naturel appelé à défaut de parents".

Article 14 (article 1er, B, et IV, 7).

L'article 767 du même Code, modifié par le loi du 20 novembre 1896 est remplacé par la disposition suivante qui est insérée au livre III, titre premier, chapitre IV, section première, du même Code :

"Article 767, (Comme à l'article 766bis du texte de la Commission)".

Article 15 (article 1er, B).

L'intitulé de la section II du livre III, titre premier, chapitre IV, du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

"Section II. Des droits de l'Etat".

Article 16 (article III, 1).

L'article 768 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 768. A défaut d'héritiers légitimes ou d'enfant naturel, la succession est acquise à l'Etat, sans préjudice des articles 57 et 82 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique". (1)

Article 17 (article III, 2).

L'article 769 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 769. L'Etat qui prétend droit à la succession est tenu de faire apposer les scellés ..."

Article 18 (article III, 3).

A l'article 770 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, les mots "Ils doivent" sont remplacés par les mots "L'Etat doit".

Article 19 (article III, 4).

L'article 771 du même Code est abrogé.

.../...

(1) Les mots "sans préjudice des articles 57 et 82 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique" ont été ajoutés, par souci de concordance avec les articles 57 et 82 de la loi du 10 mars 1925 que le projet n'entend pas abroger.

Article 20 (article III, 5).

L'article 772, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 772. L'Etat ...".

Article 21 (article III, 6).

L'article 773 du même Code est abrogé.

Article 22 (mise en concordance).

A l'article 826, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 10 octobre 1967, les mots "Sans préjudice au droit de préférence prévu par l'article 767, II, § 6, et par l'article 4 de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages, modifié par la loi du 20 décembre 1961" sont remplacés par les mots "Sans préjudice de l'article 745bis et du droit de préférence prévu par l'article 4 de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages".

Article 23 (article IV, 10).

L'article 1094 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1094. Lorsqu'ils ne laissent ...".

.../...

Article 24 (article V).

L'article 1288 du Code judiciaire, modifié par la loi du 1er juillet 1972, est complété par l'alinéa suivant :

"Les époux ...".

Article 25 (disposition transitoire).

"Pendant un délai de six mois ...".

De Commissie voor de Justitie van de Senaat heeft op donderdag 17 mei 1973 in eerste lezing de artikelen van een ontwerp van wet tot wijziging van het erfrecht van de langstlevende echtgenoot goedgekeurd. Aan de Raad van State wordt gevraagd de nieuwe bepalingen welke het ontwerp in het Burgerlijk Wetboek invoegt te onderzoeken uit een oogpunt van wetgevingstechniek, en tevens na te gaan of die invoeging geen aanleiding geeft tot wijziging van andere wetsbepalingen.

De Raad van State heeft zijn onderzoek dan ook tot die punten beperkt.

Ten aanzien van de wetgevingstechniek.

De tekst die bij het voorlopig verslag van de Commissie voor de Justitie gevoegd is, wijzigt bepalingen van het Burgerlijk Wetboek zonder de volgorde van de artikelen van dat Wetboek in acht te nemen; artikel IV bijvoorbeeld wijzigt de artikelen 723, 724 en 731 van het Burgerlijk Wetboek vooraleer het artikel 205 wijzigt; het wijzigt vervolgens de artikelen 747 en 757 van hetzelfde Wetboek, voegt er een artikel 766bis in, keert terug tot artikel 758, gaat dan over naar artikel 366 en vervangt ten slotte artikel 1094.

Artikel 767 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven (artikel 1, B), maar er wordt een artikel 766bis ingevoegd, hetgeen wetgevingstechnisch niet goed te verantwoorden is.

Dat de wijzigingen in het Burgerlijk Wetboek niet ordelijk zijn aangebracht, moge blijken uit de onderstaande tabel :

.../...

artikel 205	art. IV, 4
366	art. IV, 9
723	art. IV, 1
724	art. IV, 2
731	art. IV, 3
invoeging van het opschrift van een afdeling IV in boek III, eerste titel, hoofdstuk III	) art. I, A art. II
invoeging van artikel 745bis	art. II
wijziging van het opschrift van de huidige afdeling IV van het eerderver- melde hoofdstuk III	art. I, A
wijziging van artikel 747	art. IV, 5
wijziging van het opschrift van de huidige afdeling V van het eerderver- melde hoofdstuk III	art. I, A
wijziging van artikel 757	art. IV, 6
wijziging van artikel 758	art. IV, 8
invoeging van artikel 766bis	art. IV, 7
wijziging van het opschrift van af- deling II van hoofdstuk IV van de eerste titel van boek III	art. I, B
opheffing van artikel 767	art. I, B
wijziging van artikel 768	art. III, 1
769	III, 2
770	III, 3
opheffing van artikel 771	art. III, 4
wijziging van artikel 772	art. III, 5
773	III, 6
1094	IV, 10

.../...

De Raad van State stelt verder in het advies een tekst voor die beantwoordt aan de gebruikelijke wetgevings-techniek. Daarin worden ook sommige punten in overeenstemming gebracht die geen commentaar behoeven.

Wijziging van andere wetsbepalingen.

Volgens artikel 120 van het Burgerlijk Wetboek kunnen de erfgenamen van de afwezige zich in het bezit doen stellen van diens goederen. Volgens het ontwerp wordt de vrouw erfgenaam. Als zodanig kan zij zich dus in het bezit van de goederen doen stellen.

Bijgevolg hoeft artikel 140 van het Burgerlijk Wetboek niet meer te bepalen : "Indien de afwezige echtgenoot geen erfgerechtigde bloedverwanten heeft achtergelaten, kan de andere echtgenoot de voorlopige inbezitstelling van de goederen aanvragen" : die echtgenoot kan dit immers al op grond van het eerderevermelde artikel 120.

Artikel 140 van het Burgerlijk Wetboek moet dus worden opgeheven. Daartoe strekt artikel 1 van de hierna voorgestelde tekst.

Voorgestelde tekst.

=====

Artikel 1.-

Artikel 140 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven (zie advies).

Artikel 2 (artikel IV, 4, van de door de Commissie aangenomen tekst).

Artikel 205, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 november 1896, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

.../...

"De erfenis van vooroverleden kinderen of afstammelingen is levensonderhoud verschuldigd aan de bloedverwanten in de opgaande lijn die behoeftig zijn en hun voorbehouden erfdeel ten voordele van andere erfgenamen verloren".

Artikel 3 (artikel IV, 9).

Artikel 366, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt aangevuld met het volgende lid :

"De overlevende echtgenoot ...".

Artikel 4 (artikel IV, 1).

In artikel 723 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "vervolgens aan de langstlevende echtgenoot" geschrapt.

Artikel 5 (artikel IV, 2).

In artikel 724 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de langstlevende echtgenoot" geschrapt.

Artikel 6 (artikel IV, 3).

In artikel 731 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "aan zijn echtgenoot" ingevoegd tussen de woorden "van de overledene" en de woorden "aan zijn bloedverwanten in de opgaande lijn".

Artikel 7 (artikel I, A en II).

In boek III, eerste titel, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling IV, omvattende artikel 745bis, ingevoegd als volgt :

.../...

"Afdeling IV. Rechten van de langstlevende echtgenoot.

Artikel 745bis".

Artikel 8 (artikel I, A).

Het opschrift van afdeling IV van hetzelfde hoofdstuk wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Afdeling V. Erfopvolging in de opgaande lijn".

Artikel 9 (artikel IV, 5).

Artikel 747 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

"Behoudens ...".

Artikel 10 (overeenstemming).

In de artikelen 748 en 749 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "afdeling V van dit hoofdstuk" vervangen door de woorden "afdeling VI".

Artikel 11 (artikel I, A).

Het opschrift van afdeling V van Boek III, eerste titel, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Afdeling VI. Erfopvolging in de zijlijn".

Artikel 12 (artikel IV, 6).

Artikel 757 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

"De langstlevende echtgenoot ...".

.../...

Artikel 13 (artikel IV, 8, en artikel III, 6).

Artikel 758 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 758. Een natuurlijk kind heeft recht op de gehele nalatenschap wanneer zijn vader of moeder geen bloedverwanten in erfelijke graad noch overlevende echtgenoot achterlaat.

De artikelen 769, 770 en 772 zijn van toepassing op het natuurlijk kind, geroepen bij gebreke van bloedverwanten".

Artikel 14 (artikel I, B, en IV, 7).

Artikel 767 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 20 november 1896, wordt vervangen door de volgende bepaling, die wordt ingevoegd in boek III, eerste titel, hoofdstuk IV, afdeling I, van hetzelfde Wetboek :

"Artikel 767 (zoals in artikel 766bis van de tekst van de Commissie)".

Artikel 15 (artikel I, B).

Het opschrift van afdeling II van boek III, eerste titel, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Afdeling II. Rechten van de Staat".

Artikel 16 (artikel III, 1).

Artikel 768 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 768. Bij gebreke van wettige erfgenamen of van een natuurlijk kind vervalt de nalatenschap aan de Staat, onverminderd de artikelen 57 en 82 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand" (1).

Artikel 17 (artikel III, 2).

Artikel 769 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 769. Wanneer de Staat beweert op de nalatenschap recht te hebben, is hij gehouden de nalatenschap te doen verzegelen en een boedelbeschrijving te doen opmaken ...".

Artikel 18 (artikel III, 3).

In artikel 770 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden "Zij moeten" vervangen door de woorden "De Staat moet".

Artikel 19 (artikel III, 4).

Artikel 771 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

.../...

(1) De woorden "onverminderd de artikelen 57 en 82 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand" zijn toegevoegd ter wille van de overeenstemming met de artikelen 57 en 82 van de wet van 10 maart 1925, welke het ontwerp niet wil opheffen.

Artikel 20 (artikel III, 5).

Artikel 772 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 772. Indien de Staat de opgelegde formaliteiten ...".

Artikel 21 (artikel III, 6).

Artikel 773 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 22 (overeenstemming).

In artikel 826, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden "Onverminderd het voorkeurrecht, gevestigd in artikel 767, II, zesde paragraaf, en in artikel 4 van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen, gewijzigd bij de wet van 20 december 1961" vervangen door de woorden "Onverminderd artikel 745bis en het voorkeurrecht, gevestigd in artikel 4 van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen".

Artikel 23 (artikel IV, 10).

Artikel 1094 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1094. Wanneer echtgenoten geen kinderen en ook geen afstammelingen achterlaten, mogen zij, hetzij bij huwelijkscontract, hetzij tijdens het huwelijk, de een ten voordele van de ander, beschikken over de eigendom van het geheel van hun goederen.

.../...

Wanneer zij wettige kinderen of afstammelingen of natuurlijke kinderen achterlaten, mogen zij op dezelfde wijze, de een ten voordele van de ander, beschikken over het beschikbaar gedeelte bepaald in artikel 913, onverminderd de rechten in vruchtgebruik aan de langstlevende echtgenoot toegekend in de titel "Erfenissen".

Artikel 24 (artikel V).

Artikel 1288 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1972, wordt aangevuld met het volgende lid :

"De echtgenoten die een geding tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming inleiden, moeten bij geschrift hun overeenkomst omtrent het vruchtgebruik van de preferentiële goederen vaststellen, voor het geval dat een van hen vóór de overschrijving van de echtscheiding of van de scheiding van tafel en bed mocht komen te overlijden".

Artikel 25 (overgangsbepaling).

"Gedurende een termijn van zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet is het echtgenoten die elkaar bij huwelijkscontract toekomstige goederen hebben geschonken, toegestaan die schenking uit te breiden bij wege van een nieuwe beschikking om niet, of de bestaande regeling te behouden.

Bij gemis van nauwkeurige bepaling in het huwelijkscontract en wanneer echtgenoten hebben nagelaten gebruik te maken van het recht hun in het vorige lid verleend,

.../...

worden zij die elkaar hebben begiftigd met het grootste gedeelte waarover mag worden beschikt als er kinderen of afstammelingen zijn, geacht elkaar te hebben willen begiftigen met het gedeelte bepaald in artikel 1094, tweede lid".

Voor de tijdens het huwelijk gedane schenkingen van toekomstige goederen waarbij het grootste beschikbaar gedeelte wordt toegekend, geldt het vermoeden dat het in artikel 1094, tweede lid, bepaalde maximum van toepassing is".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. VAN BUNNEN,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

J. MASQUELIN,
H. ROUSSEAU,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

R. PIRSON,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

F. RIGAUX,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS.

G. VAN BUNNEN.